

AKTUELL

IDENTITÉS TRANSGENRES

Au-delà de la « normalité »

David Wagner

Pour la troisième fois consécutive, Transgender Luxembourg organise un colloque scientifique sur les identités de genre. Entre pédagogie et revendications.

Si ces lignes devaient être lues dans quelques décennies, il se peut que le lecteur ou la lectrice lambda tombé-e par hasard sur cet article dans quelque cyberspace le transmette à un-e ami-e avec la mention « T'as vu, il fallait encore expliquer ces choses il y a cinquante ans ! ». Un peu comme nous et nos contemporains, nous nous étonnons encore de textes à peine centenaires au sujet de « nègres » ou d'autres « races » indigènes où des esprits éclairés se doivent encore de disséquer les particularités et les défauts anatomiques ou carences intellectuelles. Au nom du progrès scientifique s'entend.

Evidemment, de nos jours, rares sont ceux qui oseraient, du moins publiquement, qualifier la « négritude » d'une personne de signe ostensible d'infériorité ou de problématique. Encore moins une autorité publique. Idem pour l'homosexualité, dont il est entre-temps communément admis qu'elle n'est pas un désordre psychique, encore moins d'une maladie, du moins dans la plupart des pays industrialisés et même dans un nombre croissant de pays en voie de développement. Mais c'est encore loin d'être le cas des personnes trans-identitaires. La classification internationale des maladies (CIM) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère toujours que le « transsexualisme », comme il est défini de manière réductrice, fait partie des « troubles de la personnalité ».

L'inconnu mène aux raccourcis et aux simplifications. Erik Schneider, docteur en psychiatrie et en psychothérapie est l'un des animateurs de « Transgender Luxembourg » (TGL), reste conscient du déficit de connaissances en la matière non seulement de la part du grand public mais également auprès des experts. Et comme il faut bien définir, il commence par remettre à sa place la terminologie en optant pour le terme générique de « trans-identité » : « Le terme trans-identitaire désigne une personne dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe qui lui a été assigné à la nais-

sance et/ou aux attentes sociales associées à ce sexe. Il englobe les transgenres, les travesti-e-s, les transsexuel-le-s, etc... Il peut également englober certaines catégories de personnes intersexes ».

Comme on peut le constater, le programme est bien vaste. Et c'est afin de le défricher que TGL organise cette année pour la troisième fois consécutive, en collaboration avec l'Université du Luxembourg et dans le cadre du « GayMat ! », un colloque dédié aux transidentités, intitulé « Identités au-delà des faits et idéologies ».

En fait, une des questions principales tourne autour du problème de savoir ce qu'est la « normalité ». Car un « trouble » se définit par rapport au « comportement normal ». Dans ce contexte, le colloque donnera notamment la parole à Udo Rauchfleisch, psychologue et psychothérapeute suisse qui contredit la thèse du trouble de la personnalité. Par ailleurs, la définition des genres relève-t-il de la « science » ou n'est-elle pas plutôt une conception socio-culturelle ? L'exemple des « hijras » en Inde illustre à quel point la détermination du genre dépend du lieu et de l'époque. Dans la tradition hindoue, ces personnes constituent une caste à part entière et sont considérées comme étant ni homme, ni femme. Remplissant certaines fonctions sociales, comme par exemple d'assister à des mariages en vertu de leurs supposés dons relatifs à la fertilité, ils sont traditionnellement respectés et craints, car ils pourraient jeter le « mauvais oeil ». Par contre, leur marginalisation sociale due à l'émergence de l'homophobie remonte à... la colonisation britannique.

Revenons d'ailleurs à ce dérapage euro-centriste que nous nous sommes permis de commettre en début d'article : la « transphobie » n'est pas forcément liée au niveau de « développement » économique d'un pays. La Thaïlande en est un exemple car il s'agit d'un pays où même les Européens préfèrent se soumettre à une intervention chirurgicale en vue d'un changement de sexe : le perfectionnement de cette discipline est également due à une perception différente du glissement entre les catégories sexuées.



PHOTO : RAHULDUCCA

« Hijras » en Inde. Une approche traditionnelle différente d'appréhender les identités de genres.

Nous revoilà à une des questions essentielles du colloque : le changement de sexe. Il faut savoir que cette option ne constitue qu'une des nombreuses variantes des transidentités. Et cela nous amène à une des revendications concrètes de TGL : l'obligation de se soumettre à une intervention chirurgicale (précédée d'un traitement psychiatrique obligatoire) en vue de procéder à un changement de sexe à l'état civil. Récemment (au mois de janvier), un arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande a cassé l'obligation de procéder à une telle intervention pour changer officiellement d'identité de genre. En Europe, d'autres pays, tels que l'Espagne ou le Royaume-Uni, ont déjà fait de même depuis plus longtemps. TGL est d'ailleurs en pourparlers avec les autorités luxembourgeoises, notamment le ministère de la justice, pour rendre possible ce changement.

Comme les personnes transidentitaires sont réduites au transsexualisme, cette obligation nie d'autres réalités : à savoir aussi bien les personnes désirant changer de sexe civil sans pour autant désirer une intervention chirurgicale, voire les personnes qui ne désirent pas opter pour l'un des deux sexes socialement construits et dont la permanence est considérée comme acquise « naturellement ». Sans parler de l'obligation de subir un suivi psychiatrique, car cela implique que la personne souffrirait d'un trouble, alors même que souvent celle-ci n'en ressent aucune le besoin. La question qui se pose alors est de savoir si c'est la personne transidentitaire qui est « malade » ou si c'est la société, en vertu d'une définition de la normalité et qui s'est construite sur des a priori idéologiques, sociologiques ou religieux qui la « rend malade ». Dans ce sens, le colloque comprendra une contribu-

tion intéressante du jeune historien luxembourgeois Benoît Majerus de l'UdL qui dédiera son intervention à la dépathologisation des identités transgenres. Une question qui mène à une autre interrogation : si le transidentitarisme n'est plus considéré comme une maladie ou un trouble mental, quid du remboursement, comme le revendique TGL, de l'épilation faciale, coûteuse et douloureuse mais ressentie comme nécessaire (le visage étant en quelque sorte une carte de visite « sociale ») par certaines personnes ? Erik Schneider y répond sur le ton de l'évidence : « La grossesse non plus n'est pas considérée comme étant une maladie ou un trouble. Ce qui n'empêche que la Caisse nationale de santé la rembourse ».

Reste une question (encore) ouverte : le travail pédagogique entamé par TGL depuis quelques années réussira-t-il à sensibiliser la grande masse de l'opinion publique ? Si les pourparlers avec les différents ministères concernés ont pour le moins abouti au constat d'une ouverture au dialogue, la phraséologie, y compris dans les organes de presse, ne fait pas toujours preuve d'une grande capacité à la nuance. Militer en faveur d'une éducation scolaire précoce à la diversité des genres qui éclate le schéma traditionnel homme/femme et qui va même au-delà de l'évocation de l'homosexualité comme seule divergence à ce qui est considéré comme étant la norme est un autre cheval de bataille de l'association. Un pas après l'autre.

Le colloque scientifique « Identités au-delà des faits et idéologies » aura lieu ce samedi, 9 juillet de 8.45 à 17.30 heures à l'Hôtel de Ville d'Esch-sur-Alzette. Pour le programme complet et des informations plus détaillées, visitez www.gay.lu.